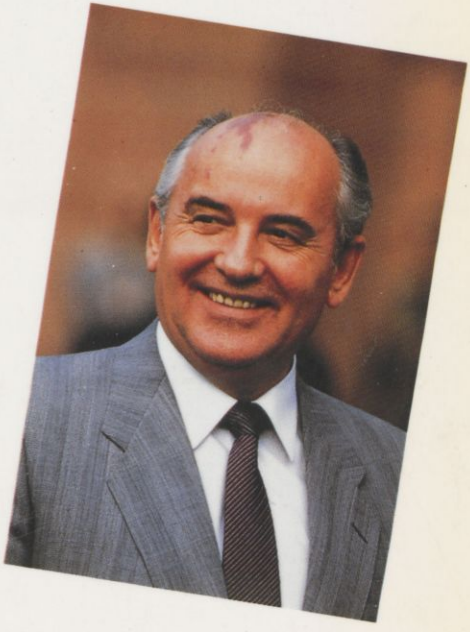
LILLY MARCOU

Les défis de Gorbatchev



PLON

177

657383

LES DÉFIS DE GORBATCHEV

8° R
96185

DU MÊME AUTEUR

Le Kominform, le communisme de guerre froide, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, 360 p.
L'Internationale après Staline, Grasset, 1979, 320 p.
Les Staline vus par les hôtes du Kremlin, Gallimard, 1979, 250 p. (Coll. Archives.)
Le Mouvement communiste international depuis 1945, PUF, 1980, 124 p. (Coll. Que sais-je?)
Une enfance stalinienne, PUF, 1982, 200 p.
Le Communisme malgré tout. Entretiens avec Santiago Carrillo, PUF, 1984, 189 p.
Les Pieds d'argile, le communisme mondial au présent, 1970-1986, Ramsay, 1986, 492 p.
La Guerre froide, l'engrenage, Éditions Complexe, 1987, 275 p. (1947, La mémoire du siècle.)

Ouvrages collectifs

« La Problématique d'un rapport difficile : URSS/mouvement communiste », in Lilly MARCOU, *l'URSS vue de gauche,* PUF, 1982, 310 p.
« Staline et ses biographes » in Evelyne PISIER-KOUCHNER, *les Interprétations du stalinisme,* PUF, 1983, 357 p.
« Le Communisme de guerre froide » in René GALLISSOT, *les Aventures du marxisme,* Syros, 1984, 416 p.
« Internationalisme » in Pascal ORY, *Nouvelle Histoire des idées politiques,* Hachette, 1987, 644 p.
« La nuova diplomazia di Mosca », in *Il progetto Gorbaciov,* Rinascita, 1987, 176 p.
« La III^e^ Internationale et le problème de la guerre » in : *les Internationales et le problème de la guerre au XX^e^ siècle,* École française de Rome, 1987, 390 p.

32

LILLY MARCOU

LES DÉFIS DE GORBATCHEV

12

PLON
8, rue Garancière
Paris

DL-17111988-27810

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41 d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration. « Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de l'éditeur, ou de leurs ayants droit ou ayants cause est illicite » (alinéa premier de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

© Librairie Plon, 1988.
ISBN 2-259-01997-8



A Alex K., pour les voyages partagés.

Notre nouvelle mentalité politique est le résultat de notre compréhension des réalités de l'ère nucléaire, le fruit de réflexions profondes et autocritiques sur le passé et le présent de notre pays et du monde environnant.

Mikhaïl GORBATCHEV
23 mai 1988.

AVANT-PROPOS

Le 11 mars 1985, mon ami Marc Riglet, journaliste à Radio France, m'appelle pour une interview : Mikhaïl Gorbatchev vient d'être nommé secrétaire général du PCUS. Il veut connaître ma réaction.

– Quelle bonne nouvelle! dis-je alors. Voilà bientôt vingt ans que je l'attends.

Lors des tragiques événements de Tchécoslovaquie, en août 1968, j'avais compris que le renouveau, la refonte du système devait venir du Kremlin; Gorbatchev est l'homme de ce renouveau. J'ai suivi sa carrière depuis longtemps. J'espérais qu'il succéderait à Andropov. Ce n'a été que partie remise.

Dans la même journée, Guy Claisse, rédacteur en chef du *Matin*, m'appelle aussi de bonne heure. Par téléphone, je dicte mes premières impressions : « Pour la première fois dans l'histoire de l'URSS, on retrouve à la tête du Kremlin quelqu'un qui n'a pas été formé à l'époque de Staline et qui représente une tout autre génération de communistes [1]. »

Je développe l'idée de l'influence positive de cette relève de génération pour le communisme européen, occidental surtout, qui, à travers les années soixante-dix et le début des années quatre-vingt, a connu une crise aiguë dans ses rapports avec l'URSS.

Est-ce assez prudent de ma part, me suis-je demandé

1. *Le Matin*, 12 mars 1985.

sur-le-champ, perplexe devant la cohorte de déclarations pessimistes, somme toute négatives, de mes collègues, formulées au même moment. Tandis que pour certains il apparaît comme un néo-stalinien, pour d'autres il est un pur produit de l'appareil, un enfant de la génération qui s'est débarrassée de Khrouchtchev. Presque tous, en somme, prédisent l'immobilisme d'un système qui est décidément et définitivement irréformable.

« Longtemps la France est restée sceptique face aux changements en URSS », constate non sans un certain étonnement Valéry Giscard d'Estaing le 30 juin 1988.

Mes craintes face à mon manque de prudence non seulement n'étaient pas fondées, mais elles se sont révélées très vite dépassées. Mikhaïl Sergueevitch ne m'a pas déçue, au contraire, il ne cesse de m'étonner par l'ampleur de ses réformes, par la profondeur de sa pensée, par le rythme accéléré des mutations qui s'inscrivent d'ores et déjà dans le XXI^e^ siècle, par sa cohérence surtout, par son courage enfin. Son action, ses propositions, ses décisions en URSS même vont plus vite que je ne le pensais lorsque, dès son arrivée au pouvoir, je l'accréditais comme l'homme du grand tournant.

Oui, je crois dans la force de ce changement-là. Oui, je pense qu'enfin, avec lui, l'URSS trouvera son second souffle et, cette fois-ci, le bon. Ce livre tente d'expliquer ce pari, de faire comprendre le pourquoi de sa démarche et sa spécificité par rapport à tous ceux qui l'ont précédé et ont tenté de réformer le système tout en restant dans son cadre.

« Recul tactique ou mort du communisme? », question pertinente qui me fut posée par des journalistes turcs [1]. Ni l'un ni l'autre, me semble-t-il. Encore faut-il savoir ce qu'on entend par communisme aujourd'hui.

Le caractère provisoire et conjoncturel de la NEP – dont Lénine lui-même n'avait jamais caché sa nature passagère – fait que toute réforme qui vient de l'intérieur du système apparaît comme suspecte, vouée au temporel, à l'éphémère, à l'invraisemblable. On y croit ou on n'y croit pas comme si l'évolution d'un pays donné, d'un régime politique ou d'un système économique était avant

1. *Nokta*, 27 mars 1988.

tout une question de foi, plutôt que de se demander si cela est possible et comment; si l'étendue du changement ira vers une élévation du niveau de vie des peuples de l'URSS; si les chances de réussite, pour venir à bout des obstacles, existent vraiment, etc.

Mais non! La majorité des commentaires sont faits encore, toujours et avant tout, dans la duplicité, le mensonge, la dissimulation, bref le doute intégral.

Pour comprendre cet état d'esprit, il faut remonter aux caractéristiques principales d'une idéologie qui a inculqué à la diplomatie une démarche qui a engendré la méfiance et l'incompréhension d'un monde perçu d'emblée comme singulier et, par conséquent, voué aux gémonies.

Ni recul tactique, ni mort du communisme, ai-je répondu à mes interlocuteurs turcs. Tout est autrement plus complexe. Essayons d'expliquer. La démarche de Gorbatchev, le sens de la restructuration ne sont ni la confirmation du « dynamisme et de l'assurance propres à la société soviétique », ni un signe de la « force d'attraction croissante du socialisme », comme le pensent certains à Moscou [1] ou dans quelques partis communistes [2]. L'évolution de l'URSS gorbatchévienne n'est pas non plus une mise en cause du système socialiste et le début de sa « capitalisation », comme l'ont suggéré certains à l'Ouest. Il ne s'agit pas non plus de jeter de la poudre aux yeux, afin de tromper le monde occidental en vue de sa conquête future ou au moins de sa neutralisation prochaine. Ni d'une éternelle répétition du balancier réforme-orthodoxie dont les sociétés socialistes seraient tributaires pour sortir de leurs difficultés, sans arriver à résoudre le dilemme d'un système non réformable, comme le soulignent d'autres encore [3].

En fait, il s'agit d'une démarche totalement inédite et dont la portée dépasse largement la seule sphère de

1. *Cf.* notamment Egor Ligatchev, « la Nature révolutionnaire de la restructuration en URSS », *NRI* 7, juillet 1987.
2. *Cf.* notamment les interprétations données par *l'Humanité* sur la réforme en URSS.
3. *Cf.* notamment Fernando Claudin, « les Différentes " ouvertures " soviétiques depuis Lénine », *Revue politique et parlementaire*, novembre-décembre 1987.

l'économique. Son objectif est tout simplement de mettre les pendules à l'heure du XXIe siècle et de repenser une doctrine formulée au XIXe siècle. C'est pour cela que je n'ai pas le sentiment qu'on assiste à un recul ou à la mort de quelque chose. Certes, certains postulats marxistes ont depuis longtemps prouvé leur caractère utopique. Et hélas! lorsque, à certains moments de l'histoire, des dirigeants ont forcé sur l'application à la lettre de la doctrine – parfois en la déformant ou en la pervertissant –, cela a coûté très cher. Les utopies en action sont sanguinaires et le marxisme n'y a pas échappé. Derrière des noms célèbres : Staline, Mao Zedong, Dimitrov, Tito, que de souffrances, répression, purges, procès, camps! On finit par oublier les grands exploits à jamais inscrits dans le livre d'or de l'histoire : Stalingrad, la Longue Marche, le procès de Leipzig, le Front populaire, la lutte des Partisans. N'oublions pas de prendre en compte les deux faces de la même histoire : ni uniquement noire, ni complètement lumineuse.

Abolition de la famille, de la religion, disparition de l'Etat, de l'argent, du nationalisme, fin des guerres lorsque le prolétariat aura le pouvoir, c'est-à-dire impossibilité des conflits armés entre Etats socialistes, égalité et justice et quoi encore... un conte de fées. Rien n'en fut! L'épreuve du pouvoir, du temps qui passe, de l'expérience qui use et du rêve qui se dissipe fait du marxisme, tout compte fait, la plus belle utopie que l'imagination humaine ait jamais conçue. Et si ses vérités incontournables sur le capital, l'exploitation, la plus-value sont toujours valables, cela ne peut plus fonctionner comme un programme politique ou un projet de société.

Les sociétés capitalistes et socialistes sont en crise. Il faut les repenser et trouver des solutions inédites, des voies non explorées, des modèles originaux. La démarche de Gorbatchev n'est que le début d'une expérience qui, puisant aux sources de l'histoire, cherche, tout en restant dans le cadre socialiste de le rénover en profondeur, de pallier ses carences profondes, de supprimer ses aberrations surannées, de rattraper les retards, de réhabiliter l'individu et ses exigences. « Ce qui se passe actuellement en URSS est un processus global de renouvellement

révolutionnaire de la société socialiste à partir de notre choix historique que nous ne mettons pas en doute et qui s'est avéré fondamentalement l'unique choix juste pour notre peuple il y a soixante-dix ans [1] », rappelle Gorbatchev inlassablement.

1. Réponses de Mikhaïl Gorbatchev aux questions du *Washington Post* et de *Newsweek*, *la Pravda* du 23 mai 1988.

LIVRE I

A LA RECHERCHE DE LA CONFIANCE PERDUE

Nous devons entamer le développement d'un processus et, comme on dit, qui vivra verra.

Mikhaïl GORBATCHEV
4 mars 1988.

1

UNE NOUVELLE VISION DU MONDE, DE LA GUERRE, DE LA PAIX ET DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE

DES PRÉMICES ENCOURAGEANTES

Lorsque Mikhaïl Gorbatchev succède à Konstantin Tchernenko au pouvoir suprême, l'image de l'URSS en Occident, dans la gauche européenne en général et dans une large frange du communisme mondial en particulier, est très mauvaise[1]. La vision désolante d'une gérontocratie qui occupe le devant de la scène depuis une dizaine d'années – des vieillards qui tiennent à peine debout, articulant laborieusement leurs propos et qui semblent hors du temps – suscite la question : pourquoi ce grand pays se laisse-t-il gouverner par des vieillards malades et chancelants? Même si on accrédite l'un d'entre eux, Youri Andropov, de projets réformateurs, c'est déjà un homme affaibli lorsqu'il accède au sommet du pouvoir. Il n'aura ni le temps ni la force physique de tracer son sillon. On gardera en mémoire ses bonnes intentions et, d'après le peu que nous savons de lui, la volonté d'un homme intelligent qui savait que l'URSS nécessitait d'une façon urgente une remise en cause globale. Même au-delà des secrétaires généraux, les appareils de l'Etat et du Parti sont truffés d'hommes âgés qui bloquent à tous les

1. Pour toutes les crises dans le mouvement communiste international, à l'ère Brejnev, *cf.* Lilly Marcou, *les Pieds d'argile, le communisme mondial au présent 1970-1986*, Paris, Ramsay, 1987.

niveaux du pouvoir toute tentative de changement, toute recommandation émanant des chercheurs (sociologues, économistes, politologues) afin de faire bouger ce pays assoupi dans un médiocre confort et même en fait au bord du gouffre.

Quand Gorbatchev dit et redit : « Nous n'avons nulle part où reculer », c'est parce qu'il sait que l'URSS n'a d'autre choix que d'avancer – lentement, douloureusement, à reculons parfois, en piétinant souvent – mais d'avancer quand même sur le chemin tracé depuis le Plénum d'avril 1985 et surtout depuis le XXVII[e] Congrès de février 1986.

D'entrée de jeu, il sait que, pour réformer l'URSS de l'intérieur, il a besoin de rénover en même temps sa politique étrangère, sa diplomatie, ses relations avec les partis communistes, les partis sociaux-démocrates et le tiers monde. Et en effet, il s'apprête à mener ce combat, au même rythme et avec la même ampleur sur tous les plans à la fois. Maintes fois, il a répété cette dialectique qu'il illustrera dans les faits : « Nous agirons dans plusieurs directions à la fois : la diplomatie, le domaine militaire, la politique et, bien sûr, la propagande, mais, avant tout, l'économie [1]. » Cette volonté d'action tous azimuts et affirmée dès le début s'explique par le fait que, cette fois, il ne s'agit pas d'une réforme économique provisoire et conjoncturelle, telle que la NEP (Nouvelle politique économique) de Lénine, les réformes de Khrouchtchev et de Kossyguine, mais de la restructuration de l'ensemble de la société et du pays dans ses fondements.

Au fil du temps, cette politique se profilera davantage dans son aspect global et avec ses deux composantes, interne et externe : « Devant mon peuple, devant vous et devant le monde entier, je déclare en toute responsabilité que notre politique internationale est plus que jamais déterminée par notre politique intérieure, par l'intérêt que nous avons à nous concentrer sur notre travail d'édification afin de développer notre pays. C'est précisément pour cette raison que nous avons besoin d'une paix stable et d'une orientation prévisible et constructive des relations internationales », dira-t-il encore en février 1987

1. *La Pravda*, 9 septembre 1986.

lors du Forum international, « Pour un monde sans armes nucléaires, pour la survie de l'humanité ». Et il le rappellera à de nombreuses occasions. Plus que cela : en abordant les questions internationales, Gorbatchev explique comment les retards de la société soviétique des années soixante-dix et quatre-vingt, « les années de la stagnation », ont contribué à l'image négative de l'URSS en Occident. En d'autres termes, si l'URSS a perdu son image de marque, si elle a été attaquée, cela a été dû d'abord à sa mauvaise gestion intérieure. Tous les domaines des relations internationales, diplomatie classique, diplomatie de parti, idéologie, seront réformés, revivifiés. Mise en cause du passé, critique de tout un pan de l'histoire afin de rompre le silence, sortir de l'amnésie et combler les « taches blanches ». « La question est d'écrire l'histoire vraie et complète », déclare-t-il dans son discours sur l'idéologie tenu au Plénum de février 1988. Pleins feux, donc, sur « l'héritage dogmatique bureaucratique et volontariste », contre les « mythes primitifs », contre une écriture conjoncturelle de l'histoire. Tout doit converger vers la démocratie, vers la confiance envers les gens, la tolérance, la compétence, l'encouragement de l'initiative et de l'esprit novateur [1].

Pour engager un tel processus, il faut s'exercer à une nouvelle lecture du classique marxisme-léninisme, gommer ses déformations, estomper ou corriger les aberrations exercées en son nom et enfin, et surtout, s'ouvrir vers le monde. Homme d'action avant tout, vivant dans le réel, Gorbatchev sait que, s'il veut vraiment agir sur les affaires internationales, il faut que son action soit crédible et, pour ce faire, il part à la recherche de la confiance perdue. Perdue il y a longtemps, au terme d'une histoire difficile, faite de conquêtes et de tragédies, de victoires et de sang, de réussites et d'échecs, de messianisme et de *realpolitik*. Histoire extraordinaire qui s'est déployée dans un environnement dès le départ hostile, méfiant ensuite, soupçonneux souvent, prêt à se croire trompé à maintes

1. Mikhaïl Gorbatchev, « Une idéologie de renouveau pour une réorganisation révolutionnaire », discours au Plénum du CC, du 18 février 1988, *la Pravda*, 19 février 1988. *Cf.* aussi son rapport sur l'histoire tenu lors du 70e anniversaire de la révolution d'Octobre, *la Pravda*, 3 novembre 1987.

occasions. Dialogue difficile conditionné par le complexe d'encerclement, d'agression en tout genre, d'isolement et de peur. Cette « pénurie de confiance », comme il la nomme lui-même, doit être réduite. Et en conséquence, son premier acte sera une proposition de désarmement. Mais on ne s'attaque pas à un si vaste projet sans toucher à l'essentiel. Il faut avant tout repenser l'époque dans laquelle le monde évolue. D'où le développement de la notion d'*ère nucléaire* qui appelle à d'autres mœurs dans les relations internationales. A l'ère nucléaire on ne peut plus raisonner selon Lénine, ni selon Clausewitz, ni même selon Marx. Le monde se trouve à une croisée de chemins, il faut le repenser, d'où cette nouvelle mentalité, la *novoe mychlenie*, qui engendrera un autre *Weltanschauung* par rapport à celle léguée par Lénine, une autre conception de la guerre et de la paix que celle héritée de l'Internationale communiste, un autre contenu de la coexistence pacifique que celle prônée par Khrouchtchev, une prise de position inédite face à l'histoire de l'URSS, une révision de son idéologie.

Rien ne doit plus être comme avant. Tout est repris, réévalué, passé au crible de la critique et orienté vers l'aboutissement de relations internationales nouvelles, qui devront être fondées sur la confiance, la tolérance et la coopération.

Pour comprendre l'ampleur de ce renouveau, avec ses limites et ses perspectives, sa pensée et son action, il faut rappeler brièvement les grandes lignes du passé qui ont abouti à un nœud fait de méfiance, de méconnaissance, d'hostilité et, en dernière instance, à cette réaction de défense de l'Occident face à l'URSS perçue comme l'éternel ennemi potentiel.

LE DÉBUT D'UNE SOLITUDE

Après la prise du Palais d'Hiver, une fois que les canons du croiseur *Aurore* se sont tus, les bolcheviks sont confrontés à une réalité inédite : avoir une diplomatie, établir les bases d'une politique étrangère. On pense évidemment que tout cela n'est qu'un nuisible héritage du capitalisme et que bientôt l'état-major de la dictature

prolétarienne deviendra la direction générale d'un mouvement et non pas celle d'un Etat national. Mais il faut malgré tout, en attendant, dialoguer avec les gouvernements étrangers.

Les premiers faits et gestes de cette toute jeune diplomatie sont empreints de messianisme, d'utopie, de mythes. Beaux rêves d'une solidarité internationale au-dessus des gouvernements et de leurs états-majors armés. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter la proposition avancée à toutes les nations belligérantes de conclure une « paix démocratique sans annexions ni indemnités ». Et afin de prouver la nature d'une politique étrangère complètement inédite, le jeune pouvoir des Soviets proclame l'abrogation et la divulgation des traités secrets signés par l'ancien régime. Transparence, clarté, tout doit œuvrer pour la paix démocratique qui, elle, aboutira à la révolution prolétarienne. Car, dès le début, cette diplomatie s'installe dans le malentendu. La crise économique, pense-t-on, débouche systématiquement sur la guerre impérialiste, qui doit se transformer en guerre civile. Par la suite, on fera la paix, une paix démocratique, afin d'aboutir à la révolution prolétarienne. Ce schéma est en fait celui qui s'est réalisé entre 1914 et 1917 dans la Russie devenue soviétique. Mais ce fait historique unique est considéré comme un axiome définitif. Et toute la diplomatie soviétique se déploie à partir de ce postulat.

Le *Décret de paix* approuvé par le II[e] Congrès panrusse des Soviets en décembre 1917 illustre les origines mythiques de cette diplomatie. Il demande une paix juste, démocratique, une paix sans annexions ni indemnités, fondée sur le droit à l'autodétermination pour toutes les nations au moyen d'un vote libre. Il clame l'abolition de la diplomatie secrète et annonce que d'ores et déjà toutes les négociations internationales seront menées devant le peuple, de manière tout à fait publique.

Mais parallèlement à l'utopie se fait jour une évidence : la révolution russe ne peut être unique. Elle n'est pas une fin en soi, elle ne peut se suffire à elle-même. Il faut qu'elle soit le premier acte d'une pièce qui ne fait que commencer. Il faut donc et dès le départ que la diplomatie soviétique suscite et aide la révolution dans le monde, la révolution européenne surtout, la révolution alle-

mande prioritairement. Le ministère des Affaires étrangères, appelé à l'époque Norkomindel (Commissariat du peuple aux affaires étrangères), crée dès l'origine une Section pour la propagande internationale dirigée par Karl Radek et dont le but est de provoquer des révolutions dans le monde.

Mais très vite aussi les dirigeants soviétiques sont obligés de concevoir une politique répondant aux intérêts nationaux (qui sont toujours plus proches du réel). On trouve là l'origine du caractère dualiste de la diplomatie soviétique : intérêt national et intérêt international de la révolution mondiale. Ce sont les deux facettes, les deux contradictions d'une diplomatie qui ne peut pas, dans ce cas, être comme les autres. Principes et opportunité, rêve et réalité, mythe et utilité. On ignore la contradiction et on amalgame ces deux facettes comme si elles n'étaient pas incompatibles.

Les négociations pour la paix avec les Allemands, qui ont lieu à Brest-Litovsk en décembre 1917, illustrent le caractère de cette première étape dans la diplomatie soviétique. Les conditions allemandes d'armistice sont dures et douloureuses pour les bolcheviks. La Russie perd tous ses territoires polonais, lituaniens et biélorusses. L'heure est au compromis parce que, de toute façon, croit-on alors, provisoire : « Nous n'avons aucune confiance dans les généraux allemands, mais nous faisons confiance au peuple allemand », dira Lénine à ce moment, convaincu que la victoire du prolétariat russe déclenchera la révolution en Europe. Quelle importance alors si le territoire de l'ancienne Russie est amputé? Perdre des territoires est bien mineur face à la perspective de la révolution mondiale. Le IIe Congrès panrusse des Soviets définit dans un télégramme adressé aux organisations prolétariennes à travers le monde ce *credo* : « Les classes ouvrières de tous les pays vont dans un avenir proche se soulever contre leur bourgeoisie, et il n'existera aucune force au monde capable de s'opposer à la force des masses ouvrières en révolte [1]. »

1. Cité par Edward Carr, *la Révolution bolchevique 1917-1923*, tome III, *la Russie soviétique et le monde*, Paris, Ed. de Minuit, 1974, p. 45.

Mais les soldats allemands, au lieu de faire la révolution, ont marché docilement, dès que l'ordre leur en a été donné, contre la Russie révolutionnaire. Et Lénine a compris cette situation de fait. Tout en gardant intact l'espoir que, dans un avenir indéfini, la révolution socialiste se produira en Europe, il réalise l'immense erreur que ce serait de se cantonner dans cette attente. C'est ce qui explique chez lui cette politique duale, riche de contradictions : « ligne prolétarienne » qui fait de la révolution une finalité, « ligne bourgeoise » qui place le statut de grande puissance et l'indépendance nationale au-dessus de tout. Et, en guise de réconciliation de cette contradiction initiale, Lénine tranchera : « En défendant le pouvoir soviétique, nous apportons l'appui le meilleur, le plus fort, au prolétariat de tous les pays dans sa lutte... » On trouve là, en fait, non pas un syncrétisme des deux lignes, mais l'origine des impasses et crises du mouvement communiste international. L'URSS devient la patrie à défendre pour tous les prolétaires parce que, en dernière instance, elle est leur patrie. « Nous ne nous battons pas pour l'Etat, nous ne défendons pas un statut de grande puissance. De la Russie, il ne reste plus rien de la grande Russie. Il ne s'agit pas d'intérêts nationaux. Nous affirmons que les intérêts du socialisme, les intérêts du socialisme mondial, sont au-dessus des intérêts nationaux, au-dessus des intérêts d'Etat. Nous sommes les " défensistes " de la patrie du socialisme [1]. » Vœux pieux, proclamation de foi, mais combien d'utopie dans cet objectif!

En fait, à peine le pouvoir soviétique stabilisé et la paix de Brest-Litovsk signée (le 3 mars 1918), l'URSS s'installe dans cette contradiction insoluble et dans ce dilemme originel : la politique étrangère soviétique doit à la fois œuvrer à l'éclatement de la révolution mondiale et à la consolidation et aux intérêts de l'Etat soviétique. Ces objectifs seront incompatibles, mais la diplomatie soviétique ne reconnaîtra jamais cette réalité.

Après l'été 1918, les Alliés, plus déterminés que jamais, veulent détruire le régime soviétique et sont prêts à aider tous ceux qui le combattent de l'intérieur. Fin juin, le

1. Lénine, *Œuvres*, tome XXII, pp. 13-14.